

LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE

On prend "propriété" dans ce sens : un objet, matériel ou non, sur lequel une personne, physique ou morale, a un droit exclusif et parfois même absolu (exploiter, détruire, vendre...) On est propriétaire d'un champ, d'une maison, d'un titre de noblesse, d'une décoration. La propriété peut être individuelle ou collective (famille, commune, département, Etat...)

1/ HISTOIRE DE LA PROPRIÉTÉ

Dans le *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, Rousseau fait de l'institution de la propriété individuelle la véritable origine de la société civile ; la coupure décisive avec les sociétés proches de la nature qui l'ont précédée. Mais c'est pour la déplorer.

"Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au Genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : "Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la Terre n'est à personne !"

Mais il n'y eut pas vraiment d'opposition. Rousseau estime que la période la plus heureuse de l'histoire humaine fut celle où les hommes, ayant inventé des outils pour la cueillette, la chasse et la pêche, (et le feu!), se groupèrent en clans de quelques familles ; ce fut là "un juste milieu entre l'indolence de l'état primitif et la pétulante activité de notre amour-propre", tant qu'ils continuèrent à vivre "avec des cabanes rustiques, des habits faits de peaux de bêtes, cousus avec des épines ou des arêtes, à se parer de plumes et de coquillages, à se peindre le corps de diverses couleurs, à se perfectionner ou à embellir leurs arcs et leurs flèches. . . tant qu'ils ne s'appliquèrent qu'à des ouvrages qu'un seul pouvait faire et qu'à des arts qui n'avaient pas besoin du concours de plusieurs, ils vécurent libres, sains, bons, et heureux autant qu'ils pouvaient l'être par leur nature et continuèrent à jouir entre eux des douceurs d'un commerce indépendant (c'est-à-dire dépendant seulement du penchant spontané des amis) : mais dès l'instant qu'un homme eût besoin du secours d'un autre, dès qu'on s'aperçut qu'il était utile à un seul d'avoir des provisions pour deux, l'égalité disparut, la prospérité s'introduisit le travail devint nécessaire, et les vastes forêts se changèrent en des campagnes riantes qu'il fallut arroser de la sueur des hommes, et dans lesquelles on vit bientôt l'esclavage et la misère germer et croître avec les moissons"².

La description que fait Rousseau des sociétés primitives est sans doute assez simpliste : non seulement il y a chez elles des embryons de la propriété individuelle, ne serait-ce que celle des armes, des vêtements, des outils, mais surtout les activités collectives y tiennent une grande place, induisant le sentiment d'une propriété collective. **Mais Rousseau a très bien vu que la domination de la propriété individuelle est né chez certains d'une exacerbation de la conscience de soi ; celle-ci est la conscience d'un pouvoir d'abord indéterminé, mais qui se définit de plus en plus comme une volonté de possession ; la possession accroît l'étendue de la conscience de soi, elles viennent à la conscience d'être un simple individu.** Dès lors, on va utiliser d'autres individus que l'on domine pour accroître ses possessions ; on provoquera l'éclosion de besoins artificiels pour trouver des débouchés avantageux à des produits nouveaux : d'où développement du luxe et de la culture. Il y aura d'un côté les propriétaires, et de l'autre ceux qui n'ont rien que leurs vêtements et leur salaire, et même rien du tout s'il s'agit d'esclaves. **Et s'instaure la lutte des classes : la pensée de Rousseau précède celle de Marx.**

1 *Discours sur l'origine de l'inégalité*, Pléiade, p. 164

2 *ibid* p. 171

La propriété individuelle est-elle un droit ?

Texte intégral

Louis Girard

Café-Philo / 2 décembre 2015

Pour Rousseau, c'est l'invention de la métallurgie et de l'agriculture qui a produit cette grande révolution : "*ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes et perdu le genre humain*"³. Les activités s'accrurent et se diversifièrent ; la division du travail d'imposa. On dut faire le partage des terres, et bientôt la simple possession se transforma en propriété : le possesseur finissant par penser que la terre qu'il travaillait était la sienne exclusivement. . La concurrence s'installa, les plus faibles et les plus paresseux furent vaincus, et, pour vivre, durent se mettre au service des vainqueurs. Certes, les facultés humaines connurent un immense développement, la culture, les arts se développèrent, mais ce fut au prix de la paix sociale. S'installa le conflit, souvent sourd, mais avec de temps des éclats brutaux, entre les propriétaires et ceux qui n'avaient pour vivre que leur salaire, les prolétaires ; et ce conflit s'ajoutait à la lutte entre propriétaires pour l'écoulement de leurs produits. L'Etat fut inventé pour remédier à ces conflits ; mais alors se produisirent les conflits entre Etats, les guerres ; les peuples firent appel à des hommes providentiels pour les protéger, et la liberté naturelle fut perdue, l'Etat étant utilisé par le chef pour exercer son pouvoir, en général à son profit.

Rousseau ne pouvait prévoir l'aggravation de la situation au 19^{ème} siècle, le développement extraordinaire des usines et des moyens de transport : le train, puis l'automobile, avant l'avion au 20^{ème} siècle. On eut la création d'immenses outils de production à l'échelle internationale ; les propriétaires en sont les actionnaires et les banques, qui se développent alors intensément (cf *Germinal*). Au 19^{ème} siècle l'accumulation primitive amena la misère ouvrière : ce que l'on construisait coûtait cher avant de rapporter gros ; ce qui explique la virulence des luttes sociales et le succès du marxisme. Le pouvoir de l'Etat devient impuissant devant le pouvoir économique, quand il n'est pas tout simplement son émanation.

Rousseau déplorait ce développement à partir de l'instauration de la propriété privée ; mais il le considérait comme irréversible ; tout retour en arrière étant impossible, il fallait s'accommoder de la situation et chercher les meilleurs moyens d'y faire face.

2/ CONTRE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Pour Platon, le but de la société humaine n'est pas seulement la cohabitation des citoyens, mais leur éducation morale : les rendre meilleurs. Et le plus dur adversaire de la communauté, c'est l'exacerbation de la conscience individuelle qui s'exprime dans la volonté de propriétés privées.

C'est pourquoi les guerriers et guerrières, défenseurs de la Cité ne doivent avoir ni propriétés ni familles ; leur seul souci essentiel, c'est la communauté. "*Que les femmes dont il s'agit soient toutes communes aux hommes dont il s'agit, et qu'aucune ne cohabite privément avec aucun ; que les enfants, à leur tour, soient communs et qu'aucun rejeton ne connaisse le générateur qui fut le sien, ni aucun générateur son enfant.*"⁴ La seule famille du guerrier et de la guerrière, c'est sa classe, et cette classe est au service inconditionnel de la Cité.

La République compte avant tout, pour réaliser la Cité idéale, sur la formation de cadres qui, animés par l'Idée du Bien, feront régner la vertu. Les Lois est plus réaliste. L'amour du Bien y est remplacé par la religion : la crainte des dieux serait-elle plus efficace ? surtout des lois rigoureuses y sont préconisées pour du moins limiter les propriétés privées et éviter par là de trop grandes animosités entre citoyens, sources de déchirements et de troubles sociaux. Le discours du législateur, au livre XI, est sur ce point on ne peut plus net : "*je n'admettrai pas que, ni vous*

³ ibid p. 171

⁴ Platon ; République, Pléiade, t ;1 p. 1030

La propriété individuelle est-elle un droit ?

Texte intégral

Louis Girard

Café-Philo / 2 décembre 2015

*personnellement ni vos biens, vous vous apparteniez à vous-mêmes ; eux et vous, vous êtes au contraire la propriété de votre famille tout entière, de celle qui vous a précédés comme de celle qui vous suivra, et, il y a plus encore, c'est à l'Etat qu'appartient toute votre famille ainsi que votre bien*⁵. L'éducation imprime fortement ces convictions dans l'esprit des citoyens ; de plus, des fonctionnaires contrôlent. Pour la paix sociale, l'idéal serait l'égalité des fortunes, mais c'est impossible à atteindre car, si au départ les lots attribués sont égaux, les talents et l'ardeur au travail ne le sont pas ; il y aura quatre classes, distinguées par la fortune, mais on veillera à ce que les différences restent à l'intérieur de certaines limites, car "*il est impossible d'être à la fois très riche et très vertueux et se signaler par la vertu, quand on est très riche, est impossible*"⁶. Il y a une limite à la pauvreté, dont l'Etat veillera à ce qu'elle ne soit pas dépassée, et une limite à la richesse : pas plus de quatre fois celle du pauvre. Par contre, les riches auront des avantages dans la société politique (votes) ; il faut encourager ceux qui réussissent ; l'usage de la monnaie est indispensable, mais il doit être sévèrement limité, pour éviter l'accumulation. Dans l'Etat des *Lois* la propriété individuelle est certes admise, mais elle doit être comprise comme une sorte de délégation concédée par l'Etat et étroitement contrôlée par lui. Par ailleurs, Platon ne se pose aucun problème à propos de l'esclavage : l'esclave est en fait en dehors de l'humanité.

L'hostilité à la propriété individuelle se retrouve, sans doute encore plus forte, dans l'Utopie de Thomas More (1515)

L'Angleterre de cette époque était gouvernée par une minorité de nantis, qui opprimaient durement des travailleurs pauvres ; le vol, parfois nécessaire pour vivre, était sévèrement réprimé, parfois puni de mort ; on n'avait pas une véritable communauté. More dénonce les nobles, "ces frelons oisifs", le luxe, le désordre dans les activités productives, orientées vers le profit du producteur, et non vers l'intérêt général. Il feint de rapporter les propos d'un voyageur, Raphaël Hythlodée qui aurait passé plusieurs années dans l'île (imaginaire) d'Utopie (littéralement : ce qui n'est nulle part)

La thèse est sans ambiguïté : "*Partout où la propriété est un droit individuel, où toutes choses se mesurent par l'argent, là on ne pourra jamais organiser la justice et la prospérité sociale*". Il faut abolir la propriété privée ; ceci permettra une véritable égalité entre les individus : les maisons sont propriétés de l'Etat et, en Utopie, elles sont toutes pareilles ; pour anéantir toute idée de propriété de maison, on change en Utopie, de maison tous les dix ans. Tout le monde doit travailler à l'agriculture plus ou moins car il est évidemment d'autres activités. Le travail est organisé par l'Etat, lequel est l'émanation démocratique (par votes) des citoyens. Dans les vêtements, le luxe est banni au profit de la solidité. Les aliments produits par l'agriculture sont rassemblés et, dans chaque quartier de la ville, étalés au marché. Chaque père de famille emporte ce dont la famille a besoin, sans qu'on lui demande de l'argent ou quoi que ce soit en échange. Les repas se font à l'hôtel et en commun. L'or et l'argent, objets d'un véritable culte ailleurs, sont totalement dévalorisés en Utopie ; au lieu de les utiliser comme ornements, on les destine aux usages considérés comme les plus vils : on en fait des vases de nuit, des chaînes ou des entraves pour les esclaves, et des marques d'opprobre pour les condamnés qui ont commis des crimes infâmes. Les esclaves sont des condamnés par la justice.

Ainsi, l'individu est-il étroitement inséré dans le groupe, mais étroitement dépendant de l'Etat, sa liberté personnelle n'ayant guère l'occasion de s'exercer. More ne se faisait pas d'illusions ; il remarque : "*Il y a chez les Utopiens une foule de choses que je souhaite voir établies chez nous ; je*

5 Platon : Les Lois, Pléiade, t. 2 p. 1060

6 ibid p. 801-802

La propriété individuelle est-elle un droit ?

Texte intégral

Louis Girard

Café-Philo / 2 décembre 2015

le souhaite plus que je ne l'espère"

Les Aventures de Télémaque ont été écrites par Fénelon pour son élève le duc de Bourgogne, qui serait devenu roi de France s'il n'était mort prématurément ; c'est avant tout une reprise de l'argumentation de Socrate contre Thrasymaque dans la République : le roi ne doit pas gouverner dans son intérêt, mais dans l'intérêt de ceux qu'il gouverne.

Mais, au cours du livre, il arrive qu'il évoque des modèles d'organisation politique ; c'est ainsi qu'il décrit la Bétique (la péninsule ibérique). Les habitants y vivent d'une vie simple : *"il y a plusieurs mines d'or et d'argent dans ce beau pays, mais les habitants, simples et heureux dans leur simplicité, ne daignent pas seulement compter l'or et l'argent parmi leurs richesses ; ils n'estiment que ce qui sert véritablement aux besoins de l'homme. L'or et l'argent sont employés aux mêmes usages que le fer, par exemple pour des socs de charrue. Comme ils ne font aucun commerce au dehors, ils n'ont besoin d'aucune monnaie. Ils sont presque tous bergers ou laboureurs"*⁷ Les femmes fabriquent elles-mêmes les vêtements simples. Ils habitent sous des tentes qui sont aussi de leur fabrication. *"Ils vivent tous ensemble sans partager les terres"*⁸ Et ces gens estiment qu'ils vivent parfaitement heureux, dans une communauté forte qui se suffit à elle-même et que les propriétés individuelles et les inégalités qui s'ensuivent ne divisent pas.

Avec Saint-Simon (1760-1825) la problématique va être transformée. Pour retrouver la parfaite communauté sociale, on ne cherchera pas à revenir en arrière, à retrouver la vie simple d'autrefois, tout près de la nature ; au contraire, il faut donner le pouvoir aux professionnels compétents, aux chefs d'entreprises, et non l'abandonner à une minorité d'oisifs, de frelons, qui vivent de l'exploitation des travailleurs : Saint-Simon, en un sens, continue la Révolution bourgeoise.

L'Organisateur publie en 1819 un manifeste où il est dit : la perte subite des élites techniques des différents niveaux constituerait une catastrophe telle qu'il faudrait à la nation au moins une génération pour s'en relever ; mais les conséquences de la disparition du roi et du haut personnel de l'Etat et de l'Eglise serait facile à réparer et la vie du pays se poursuivrait sans changement. Le mode de gouvernement actuel est absurde ; il est fondé sur l'affirmation que les pauvres doivent être généreux à l'égard des riches. **C'est par la rationalisation du gouvernement et de la production que l'on mettra fin à la misère et à l'exploitation de l'homme par l'homme.** Le gouvernement devra être en fait l'émanation de la classe industrielle. Savants et chefs d'entreprise administreront la France. Soustraite aux hasards de l'héritage (qui sera supprimé) l'entreprise sera confiée par l'Etat au plus compétent ; pas de conflit entre pouvoir économique et pouvoir politique, puisque le second est exercé par le premier. En agriculture, le fermier et le métayer doivent au moins être protégés contre le propriétaire. **On peut se demander si le saint-simonisme n'exprime pas la volonté de prise de pouvoir de la bourgeoisie éclairée plutôt que l'annonce du socialisme.** Cependant, ils préconisent un certain collectivisme : tous les instruments de travail, les terres et les capitaux qui forment aujourd'hui le fonds morcelé des propriétés particulières soient réunis en un fonds social et que ce fonds soit exploité rationnellement. Mais, dans cette exploitation, chacun serait payé selon son travail ; fruit du libre effort individuel, le salaire est propriété individuelle **Après la mort de son fondateur, le saint-simonisme est devenu une véritable secte religieuse, ayant la volonté de faire éclore un homme nouveau** Des saint-simoniens ont joué un rôle économique de première importance : tracé de voies de chemin de fer (Enfantin et le PLM) ; le second Empire surtout les a utilisés : fondation des banques de crédit, de la Compagnie générale transatlantique

7 Fénelon : *Aventures de Télémaque*, Hachette p. 181

8 *ibid* p 183

La propriété individuelle est-elle un droit ?

Texte intégral

Louis Girard

Café-Philo / 2 décembre 2015

La formidable rupture de la Révolution française n'avait évidemment pas été comblée par la Restauration ; **les esprits lucides pressentaient bien qu'un monde nouveau se cherchait, tant sur le plan économique que sur le plan politique.** Ce fut le temps de ceux que Marx appela les "**socialistes utopiques**", mais qui lui permirent d'affirmer : "un spectre hante l'Europe : le communisme".

Fourier (1772-1837) estime que le régime économique fondé sur la propriété privée des moyens de production conduit à l'anarchie universelle en vertu du morcellement de la propriété et du parasitisme commercial. Le temps est venu de "l'industrie sociétaire, véridique et attrayante". On constituera de petites sociétés surtout agricoles (1620 hommes et femmes) : les phalanstères, où chacun travaillera selon ses dons et capacités : **on revient à l'idée d'une fusion de la conscience individuelle dans l'unité de la communauté par la suppression de la propriété privée.** L'idée fondamentale de Fourier était d'unir travail et plaisir, mais finalement les tentatives de réalisation de phalanstères échouèrent rapidement.

Cabet (1788-1856) publie en 1840 le *Voyage en Icarie*, où il estime que les idéaux d'égalité et de fraternité de la Révolution ne pourront se réaliser que dans une **société communiste où la propriété individuelle serait abrogée, le commerce supprimé, l'économie et l'éducation placées sous le contrôle de l'Etat, chacun étant rémunéré selon ses besoins.** Des "Icaries" réelles furent tentées, mais elles échouèrent vite dans les divisions et les luttes internes.

Avec Proudhon on en vient à quelqu'un dont l'influence historique a été nettement plus importante. Le 19^{ème} siècle a été par excellence celui de l'accumulation primitive : **on construit des mines, des usines, des voies de chemin de fer, qui seront productives et amélioreront la condition des hommes, mais ceci dans l'avenir ; pour le moment, ce sont d'énormes dépenses, et ce sont les pauvres qui en portent le fardeau.** Dans ses hésitations, ses contradictions, la pensée de Proudhon (1809-1865) témoigne de cette ambiguïté

Certes, dans *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840) les choses semblent claires, puisqu'il y est affirmé : "**La propriété, c'est le vol**". Mais la démonstration n'a pas cette clarté. La propriété n'est pas un droit naturel : comment qualifier ainsi un droit qui n'existe que pour une minorité de citoyens ? Alors que les droits naturels sont inviolables, la propriété peut se céder, se détruire. Dira-t-on que le droit est fondé sur l'occupation ? La terre n'étant originellement à personne, celui qui le premier s'en est emparé d'un morceau en serait le légitime propriétaire ; mais le droit d'occupation devrait être égal pour tous ; *pas plus que des insulaires ne pourraient sans crime, sous prétexte de propriété, repousser avec des crocs les malheureux naufragés qui tenteraient d'aborder sur leurs côtes, pas plus le propriétaire ne peut écartier à coup de pique et de fusil le prolétaire que la vague de la civilisation submerge et qui cherche à se pendre aux rochers de la propriété*". **On a fondé aussi la propriété sur le travail ; un produit n'est jamais le résultat de l'effort d'un seul travailleur ; même pour un artisan, l'organisation sociale est là qui le forme et le protège. L'homme est débiteur de l'association humaine.** Et, si quiconque travaille devient propriétaire, il faudrait admettre que quiconque ne travaille pas perd sa propriété. Mais Proudhon va plus loin ; il va soutenir que la propriété est impossible, ce qui paraît tout de même étrange, car, enfin, la propriété existe. Qu'un propriétaire exige un fermage pour le prêt d'un instrument de production, c'est se faire payer l'usage d'un instrument dans la création duquel on n'est pour rien ; "la propriété est impossible". Il est impossible de justifier la propriété. Proudhon est plus convaincant quand il dit que la propriété individuelle produit une concurrence dévastatrice et vole le travailleur, par exemple le fermier, d'une partie de son gain La propriété est contraire à l'égalité puisque le propriétaire domine l'exploitant ; la propriété privée est d'ailleurs une institution périmée : **la division du travail se**

La propriété individuelle est-elle un droit ?

Texte intégral

Louis Girard

Café-Philo / 2 décembre 2015

développant, ainsi que les échanges, l'économie devient de plus en plus collective.

La pensée de Marx est autrement plus rigoureuse. Si le jeune Marx semble plutôt reprocher au capitalisme de spécialiser à outrance l'activité de l'ouvrier, et ainsi de limiter sa dimension humaine, (la division du travail) **l'analyse qu'il fera ensuite de la production capitaliste justifiera bien plus que chez Proudhon l'accusation de "vol" faite à la propriété individuelle.**

Ce que montre Marx, c'est que la production individuelle des moyens de production permet que se constituent de vastes ensembles économiques où le travailleur est perdu et exploité, ensembles internationaux qui finissent par contrôler les Etats eux-mêmes. **La valeur d'un produit étant la quantité de travail incorporée en lui, les capitalistes font travailler les prolétaires, pour une part, sans les payer ; l'accusation de "vol" est cette fois sérieusement étayée.** Il faut constituer une grande force ouvrière internationale capable de contrer l'internationale capitaliste et, en s'appropriant les moyens de production, d'orienter l'économie dans le sens d'un épanouissement humain, et non dans le sens de la création de besoins artificiels, sources des profits capitalistes. **A cela s'ajoutait le fait que les propriétés agricoles, souvent petites, surtout en France, ne pouvaient profiter des progrès techniques : Marx n'est pas Rousseau.**

3/ DES SOLUTIONS ?

Il ne suffit pas d'imaginer dans l'abstrait des solutions ; il faut impérativement savoir les mettre en oeuvre en tenant compte des situations concrètes. On va essayer de retracer comment on a pensé concrètement la suppression ou la limitation de la propriété privée.

Thomas More ne comptait absolument pas que les mesures qu'il préconisait puissent être réalisées ; **Platon** comptait dans l'abstrait sur le roi philosophe, mais il n'a trouvé que **Denys**, qui n'était pas à la hauteur.

Un cas assez extraordinaire est celui de **Proudhon**. Il abhorrait la propriété privée, un "vol" Il semblait donc logique de la remplacer par la propriété collective. Mais, examinant celle-ci, **Proudhon la trouve pire encore que la propriété privée. Elle est injuste : 'la propriété est l'exploitation du faible par le fort, la communauté est l'exploitation du fort par le faible'⁹** En soumettant l'individu à la volonté collective, on viole l'autonomie de la conscience et la liberté de l'homme. D'ailleurs, la propriété collective est inefficace, elle sombre dans la bureaucratie avec la multiplication des fonctionnaires. Elle est incompatible avec la famille, qui est le groupe humain le plus naturel et le plus fondamental ; Proudhon a toujours défendu l'héritage. **A mesure qu'il vieillit, Proudhon se fait de plus en plus l'adversaire de la communauté. La communauté est l'exaltation de l'Etat, la glorification de la police ; on dit que la fraternité est à l'origine de la communauté, alors que les partisans de la propriété collective estiment qu'elle en serait le résultat : la communauté prend sa fin pour son commencement.** L'administration de la communauté dans le sens de la justice postule un contrôle tâtilon de la vie même privée des individus, ou une conception utopique de l'homme, considéré comme naturellement porté à l'amour d'autrui. **Propriété individuelle et propriété collective étant toutes deux condamnées, comment la société s'organisera-t-elle ? Progressivement, Proudhon va franchir les étapes qui en feront un défenseur de la propriété privée** La première étape est celle du remplacement de la propriété par la possession : le possesseur exploite ce qu'il possède, mais sous le contrôle de la société ; mais il n'aime guère les contrôles, et en vient à penser que, en ce qui concerne la propriété rurale, le paysan doit être propriétaire de la terre en toute souveraineté. Proudhon préconise ensuite le rachat automatique de la propriété par

9 Proudhon : Qu'est-ce que la propriété ? p 325

La propriété individuelle est-elle un droit ?

Texte intégral

Louis Girard

Café-Philo / 2 décembre 2015

l'exploitant : au bout d'un certain nombre de fermages payés, celui-ci deviendrait automatiquement propriétaire. Mais, plus tard, il considérera que la commune doit avoir un droit de regard sur la gestion de la propriété. La dernière étape va être la justification pleine de la propriété. Il va jusqu'à critiquer l'impôt sur le capital et sur les successions et l'impôt progressif. C'est que, **si la propriété est injuste dans son principe et son origine, elle est justifiée par ses fins La propriété n'est pas un droit, elle est une fonction à laquelle tout citoyen est appelé.** Et, pour que la propriété remplisse son rôle, il faut qu'elle soit absolue ; Proudhon en vient à réclamer la liberté sans limites des transactions et des héritages La propriété est protégée contre ses contradictions internes par son exercice même : la concurrence l'amène à se limiter et à s'équilibrer ; pour se développer, elle exige l'acquisition de compétences et donc est facteur de progrès. De plus, on peut l'entourer d'institutions qui la protègent : crédit mutuel et gratuit, assurance mutuelle. Et l'association ouvrière et agricole remédiera à l'isolement de la petite propriété **Proudhon est à la fois hostile aux grands domaines agricoles et au morcellement excessif de la terre ; l'idéal reste la petite propriété paysanne** Proudhon conclut son ouvrage posthume : " Si jamais je me trouve propriétaire, je ferai en sorte que Dieu et les hommes, les pauvres surtout, me le pardonnent"

Marx est d'une tout autre rigueur. En même temps qu'il écrit *le Capital*, il s'attache à constituer la Première Internationale des travailleurs, dont le but est la conquête du pouvoir politique, afin d'instaurer, par la dictature du prolétariat, un pouvoir économique libéré de l'exploitation de l'homme et de la lutte des classes. Au prix de conflits avec les anarchistes, (Bakounine) les proudhoniens, les Trade Union britanniques, il parvient à imposer ses analyses Il ne croit guère en la Commune de Paris, qu'il soutient pourtant et dont il analyse l'échec. Mais, à partir de 1872, la première Internationale décline. Marx meurt en 1883. Une deuxième Internationale est créée à partir de 1889 ; elle est le lieu de luttes entre les marxistes orthodoxes et ceux qu'on appellera les socio-démocrates, qui refusent la prise du pouvoir par la violence et la dictature du prolétariat (Bernstein) et préconisent la lutte par la politique démocratique classique (création de partis ouvriers) Finalement le marxisme orthodoxe l'emporte, mais Bernstein n'est pas exclu.

La guerre est un terrible échec pour l' Internationale dont les dirigeants pensaient, comme Jaurès, qu'une grève générale dans les pays concernés empêcherait les hostilités Cependant, cette guerre permit l'accession au pouvoir du parti communiste en Russie, ceci grâce au génie tactique d'un homme exceptionnel : **Lénine** (1870-1924)

Le 19ème siècle fut en Russie très agité : agitation étudiante contre le pouvoir absolu tsariste ; agitation paysanne pour la propriété des terres (*les terres étaient la propriétés, soit de propriétaires fonciers qui les faisaient exploiter par des cultivateurs après l'abolition du servage, soit des "koulaks", propriétaires-exploitants, soit par une collectivité villageoise : mir ou artel*) agitation ouvrière avec l'industrialisation encore faible de la Russie ; des "soviets" se créaient dans les usines et, au début du 20ème siècle, le marxisme y fit son apparition en même temps que d'autres socialismes ; agitation dans l'armée, où se créaient aussi des soviets . En 1905, une manifestation populaire est mitraillée par la troupe, et l'agitation, surtout paysanne, s'accroît. Le tsar est obligé de concéder que la Russie devienne, au moins en apparence, une monarchie constitutionnelle (élection d'une Douma). A ce pays en ébullition, advient la guerre en 1914. Les armées allemande et austro-hongroises occupèrent les provinces russes occidentales, qui fournissaient la nation des produits de l'industrie polonaise, une des plus développées de la Russie ; la mobilisation des paysans amena la pénurie et la désorganisation de beaucoup d'activité ; un mécontentement général s'installa, les grèves et les manifestations reprirent. **Finalement, en février 1917, après cinq jours de manifestations ouvrières et la mutinerie de quelques milliers d'hommes de/ la garnison de**

La propriété individuelle est-elle un droit ?

Texte intégral

Louis Girard

Café-Philo / 2 décembre 2015

Pétrograd, le tsar abdiqua.

Une extrême agitation gagna la Russie. Un gouvernement provisoire fut installé, à partir des partis politiques représentés à la Douma, mais qui fut rapidement dépassé. En face, le soviet de Saint-Pétersbourg qui se disait une représentation plus authentique des "masses" ; celles-ci, c'étaient les ouvriers des usines, qui multipliaient revendications économiques (salaires) et revendications politiques (contrôle sur la production) c'étaient surtout les soldats-paysans, dix millions d'hommes mobilisés, qui souvent prenaient le pouvoir dans l'armée et qui professaient une sorte de "bolchevisme de tranchée" fait d'aspirations mal ordonnées entre elles : la terre aux paysans qui la travaillent, la paix. Dans cette situation confuse que personne ne contrôlait vraiment, il suffisait d'un noyau bien organisé et décidé capable d'agir avec détermination pour exercer une autorité disproportionnée avec sa force réelle ; c'est ce que fit le parti bolchevique de Lénine. Celui-ci en était venu à penser que la révolution prolétarienne se ferait dans un pays économiquement peu développé comme la Russie plutôt que dans les grands pays industrialisés (contre le dogme marxiste) à condition que le mouvement révolutionnaire soit mené par une avant-garde résolue et disciplinée ; cette avant-garde, ce fut le parti bolchevique, qui, dans la pensée de Lénine, devait prendre seul le pouvoir. Le 10 octobre 1917, rentré clandestinement en Russie d'où il avait été chassé, Lénine fait décider par le Comité central du Parti bolchevique une insurrection armée dans les plus brefs délais. Trotski met sur pied une organisation militaire se réclamant du soviet de Pétrograd, mais noyauté en fait par les bolcheviques : quelques milliers de soldats de la garnison de Kronstadt, , quelques centaines de militaires bolcheviques ; le pouvoir ne réagit guère et finalement cède : les bolcheviques prennent les rênes ; ce fut la Révolution d'octobre.

Mais il fallait tenir les promesses ; le parti bolchevique voulait la nationalisation des terres, les paysans voulaient leur partage et en devenir propriétaires individuel ; Lénine dut accepter la redistribution et la nationalisation des terres fut différée Mais les soviets furent soumis au parti bolchevique ; il fallut aussi admettre le départ des nationalités annexées : Pologne, Finlande. Cependant, les difficultés s'accumulaient, en particulier pour le ravitaillement ; il fallut réquisitionner les produits des paysans, d'où des conflits parfois sanglants ; et les fonctionnaires se mirent en grève. Et le général Denikine, à la tête d'une force assez considérable, déclencha la guerre civile.

Pour faire face, Lénine créa la Tchéka, chargée de lutter contre toute tentative contre-révolutionnaire des "ennemis du peuple", à détecter parmi les "suspects". La Tchéka institua une "justice " révolutionnaire, très sommaire, qui traqua les adversaires de la Révolution ou ceux qui étaient soupçonnés de l'être, et qui multiplia les exécutions capitales même avant le rétablissement de la peine de mort ; celle-ci avait été abolie en novembre 1917 contre l'avis de Lénine. Trois forces dans cette nation divisée : les bolcheviks au pouvoir, les paysans, l'armée blanche. Finalement, sous l'impulsion de Trotski, les bolcheviks l'emportèrent : partout où elle avait remporté des territoires, l'armée blanche restaurait le pouvoir des grands propriétaires fonciers et les paysans choisirent les bolcheviks qui, contre leur programme initial, admettaient le partage des terres. Entre temps, à Brest-Litovsk, la paix avec l'Allemagne et l'Autriche avait été signée. Mais les paysans restaient une force de résistance, en particulier les Cosaques. Lénine organise une retraite temporaire en mars 1921 ; c'est la Nouvelle Politique Economique. La réquisition des produits agricoles est abolie et remplacée par un impôt progressif en nature et une certaine forme de commerce local est autorisée. En mars 1919, est fondée la 3ème Internationale, dont le siège est à Moscou (Komintern). Moscou devient ainsi le centre du mouvement ouvrier international. Lénine meurt le 21 janvier 1924.

De 1923 à 1927, il y eut une certaine accalmie dans le conflit entre l'Etat socialiste et les

La propriété individuelle est-elle un droit ?

Texte intégral

Louis Girard

Café-Philo / 2 décembre 2015

paysans Mais, en 1932 **Staline**, qui remplaçait Lénine, décida d'en finir avec ce problème et d'appliquer le programme du "Parti : la collectivisation des terres par les kolkhozes. La résistance paysanne fut farouche, surtout en Ukraine ; pour la briser, les bolcheviks employèrent un moyen atroce : la famine. En enlevant au paysan les produits de sa terre, on le condamnait à mort ; mais, pour instaurer le socialisme, il fallait "dékoulakiser". Géographiquement, la zone de la faim couvrait l'ensemble de l'Ukraine, les plaines du Don, du Kouban et du Caucase du Nord. Près de quarante millions de personnes furent touchées par la faim ou la disette. Autour de Kharkov, 100 000 décès en juin 1933 contre 9000 en juin 1932 . On pense qu'il y eut environ huit millions de morts.

A la mise à mort des paysans s'ajouta la volonté de Staline d'asseoir son autorité absolue sur le parti en écartant (par la mort) beaucoup des fidèles de Lénine ; d'où les "procès de Moscou" et le renforcement du Goulag. Cette volonté d'un pouvoir absolu explique la politique des pseudo-complots et la violence arbitraire de l'action stalinienne jusqu'à la mort du tyran, en 1953.

Si une idéologie sociale veut se réaliser, il faut qu'elle corresponde à l'aspiration profonde des hommes qu'il s'agit de gouverner, que cette aspiration soit consciente ou inconsciente. Sinon, il faut les contraindre à changer, et la terreur est pour cela le moyen le plus commode et le plus efficace Marx pensait que tout prolétaire, en tant que prolétaire, désirait, parfois sans le savoir, la révolution socialiste. L'histoire a montré que cela méritait au moins d'être nuancé. Que le paysan aspire à la collectivisation, c'est une lourde erreur.

En 1957, **Mao** décide "le grand bond en avant" en agriculture Il s'agit en trois ans de bouleverser la vie des paysans contraints de se grouper en gigantesques unités de milliers, voire de dizaines de milliers de familles, où tout devient commun, à commencer par les repas ; de bouleverser la production agricole dans d'énormes proportions grâce à d'imposants travaux d'irrigation, et à de nouvelles méthodes de culture ; de supprimer la différence entre travail agricole et travail industriel par la mise en place de machines. D'abord, les statistiques publiées sont triomphales, mais elles étaient manipulées. Les méthodes employées étaient mauvaises, car inspirées par le biologiste Lyssenko, dont le seul titre était d'avoir l'oreille de Staline ; on extermine les moineaux certes mangeurs de grains, mais qui débarrassent aussi des parasites : on a étatisé l'agriculture, mais l'Etat s'est révélé incompetent. Il en résulta une épouvantable famine, que d'ailleurs jamais les autorités n'ont reconnue. Dans certaines régions, dirigées par des maoïstes rigoureux, la mortalité passa de 15 à 68 pour cent. Mao est convaincu que la famine provient de la dissimulation des récoltes par les paysans et accentue la répression. Il y eut des cas de cannibalisme Finalement, le Grand Bond en avant fut abandonné en 1961. On revint à la "collectivisation douce" antérieure : lopins privés, marchés paysans, entreprises artisanales libres. Mais la révolution culturelle démontra que le maoïsme exigeait bien l'abdication de la personnalité, laquelle devait se conformer entièrement au modèle idéologique

Le cas des **Khmers rouges** est exemplaire : ils ont voulu instituer la société communiste idéale immédiatement, sans médiation ; d'où la terreur et des flots de sang Abolition de la monnaie, collectivisation intégrale achevée en moins de deux ans, différenciations sociales supprimées par anéantissement des couches possédantes, intellectuelles, commerçantes ; l'antagonisme entre villes et campagnes résolu par la suppression des villes. Ceci grâce à la terreur constante, depuis la conquête de Phnom-Penh en 1975. Le pays se couvrit de "centres de rééducation" dans lesquels on imposait aux éléments peu sûrs ce qu'ils devaient penser, sous peine de mort. On pense qu'il y eut environ deux millions de morts (la population du Cambodge est d'environ dix millions)

4/ LA PROPRIÉTÉ VUE PAR FICHTE ET HEGEL

Pour Fichte, l'origine du droit est à chercher d'abord dans la conscience de soi, qui révèle le sujet à lui-même comme spontanéité ; on ne saurait en effet considérer la conscience comme un simple fait, analogue à la chaleur ou à la dilatation, puisque c'est à partir d'elle que tout fait est révélé : la conscience pose un fait comme une vérité.

Mais la conscience me dit aussi que je ne suis pas le seul être conscient ; même il estime que la conscience d'autrui comme "autre" précède la conscience de soi ; c'est parce que j'éprouve d'abord autrui comme un autre que je finis par m'éprouver comme l'autre de cet autre, c'est-à-dire comme un moi : je dois nécessairement me penser en société avec les hommes auxquels la société m'a réuni ; mais je ne le peux pas sans penser ma liberté comme limitée par la leur ; or, c'est d'après cette pensée nécessaire que je dois aussi agir ; faute de quoi mon action est en contradiction avec ma pensée¹⁰ Ma liberté d'action est limitée par la liberté d'action d'autrui ; c'est un fait, résultant de la vie en communauté d'êtres libres ; le droit, en son origine, n'a rien à voir avec la morale. Le fondement du droit est ; "je reconnais à autrui les mêmes droits qu'à moi, à condition qu'il me reconnaisse les mêmes droits qu'à lui". C'est ainsi que se manifeste notre liberté, car "une loi qu'on s'est donnée à soi-même est liberté". Quant à la propriété, il est certain que l'homme ne peut vivre qu'en s'appropriant une partie du monde sensible auquel, d'une certaine manière, il appartient. Commentons : si Robinson est seul dans son île, il en est légitimement propriétaire ; si un autre survient, tous deux doivent se partager le droit de propriété : *"Toute propriété se fonde sur une reconnaissance réciproque, et celle-ci est conditionnée par une déclaration mutuelle"*¹¹. Dans l'état de guerre, il n'y a plus de reconnaissance réciproque et donc plus de propriété. L'Etat, expression de la volonté générale, est le garant de la propriété. Pour Fichte, tout homme doit pouvoir vivre de son travail et, pour cela, il doit être propriétaire, mais *"il ne doit pas y avoir d'oisif dans un Etat conforme à la raison"*. Mais il ne doit pas non plus y avoir de pauvre, c'est-à-dire de citoyen sans propriété ou dont la propriété est insuffisante pour vivre dignement. Si un sol reste inculte, il devient la propriété de la communauté, mais tout sol doit être cultivé. Comment justifier la propriété artisanale ? *"Le contenu du contrat de tous avec les artisans est le suivant : vous avez à promettre de nous fournir telle sorte de travail en quantité suffisante et avec toutes les qualités requises : de notre côté, nous promettons de n'accepter ce travail que de vous"*¹². Pas de concurrence. La monnaie est indispensable, car il faut des échanges entre le producteur, et ces échanges ne peuvent être faits que par l'argent. **L'Etat a chez Fichte une importance considérable, et son contrôle des citoyens est sévère.** Pourtant, Fichte tient à le limiter : l'Etat n'a pas à connaître la quantité d'argent liquide possédée par les citoyens, ni à savoir ce qui se trouve dans leur maison *Dans un tel Etat, chacun a sa condition déterminée, la police sait suffisamment où se trouve chaque citoyen à chaque heure du jour, et ce qu'il fait. Chacun doit travailler, et chacun, s'il travaille, a de quoi vivre"*¹³.

Pour Hegel (1770-1831) le droit n'est pas la limitation, mais la réalisation effective de la liberté. La liberté est d'abord saisie comme libre arbitre, mais c'est là un stade inférieur, car elle est indéterminée ; elle se détermine en se donnant un but, mais ce but ne doit pas être n'importe lequel ; il doit être la vérité du sujet qui, en se réalisant, donnera à celui-ci une réalité objective

10 Fichte :Fondement du droit naturel, p. 26

11 ibid p. 199

12 ibid p 244

13 ibid p. 310

La propriété individuelle est-elle un droit ?

Texte intégral

Louis Girard

Café-Philo / 2 décembre 2015

"Une existence qui soit l'existence de la volonté libre, voilà ce qui constitue le droit". Le droit fondamental est celui qui permet l'existence du sujet non pas comme simple aspiration intérieure, mais comme réalité objective indépendante, et c'est le droit de propriété. *" L'existence que la personne donne à sa liberté est la propriété"*¹⁴. Comme chez Fichte, la reconnaissance par autrui est nécessaire pour qu'il y ait propriété. Hegel constate que la "société civile " (industrie, commerce) de son temps ne gère pas d'une manière juste ; il dénonce la concentration des richesses dans une classe de la société et le dénuement de la classe des travailleurs. *L'intervention de l'Etat est nécessaire pour plus d'ordre et de justice ; mais il faut pour cela un Etat qui ne soit pas celui du libéralisme économique.*

14 Hegel ; Encyclopédie, paragraphe 487c